

DÉCLARATION DÉLÉGATION FO AU CCE EDF SA DU 14 FÉVRIER 2018

**POINT 1 : PROJET DE MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF DU CNPE DE FESSENHEIM,
PHASE 2 (POUR INFORMATION)**

Monsieur le Président, mesdames, messieurs

FO Énergie et Mines réitère son opposition à la fermeture « dogmatique » de Fessenheim comme de toute tranche de production.

L'idéologie a d'ailleurs été rattrapée par le bilan prévisionnel présenté par RTE, le gouvernement n'a pu que reconnaître que l'échéance de 2025 n'était pas souhaitable, ni en termes d'émission de CO₂, ni en termes de sécurité d'approvisionnement.

Nous nous félicitons que le gouvernement reconnaisse cette évidence que nous n'avons cessé de rappeler lors des débats sur la loi de transition énergétique.

Pour FO, il n'y a aucune raison de fermer une centrale nucléaire pour des raisons purement politiques, que ce soit à Fessenheim ou ailleurs, avant 2025 ou après !

Le nucléaire est une énergie d'avenir, ce qui passe donc par la construction de nouvelles centrales nucléaires en France à côté de la prolongation de la durée de vie des centrales existantes.

Mais le gouvernement s'entête. Lors de cette même annonce, il a confirmé la fermeture de la centrale de Fessenheim, alors même que cette centrale a eu les meilleurs résultats en termes de production et a bénéficié d'investissements importants liés à la sécurité des installations.

Fessenheim a été un sujet de campagne pour le candidat Hollande, le Président Macron l'a repris à son compte et même si, aujourd'hui, ces politiciens constatent que cette décision est un non-sens, ils ne souhaitent pas se déjuger et prendre leurs responsabilités en revenant sur celle-ci.

FO condamne fermement ses postures irresponsables tant au plan économique, qu'au plan industriel, mais également sur le plan Humain, car derrière cette décision de fermeture il y a le personnel EDF, les prestataires de la Centrale de Fessenheim et tout un tissu local !

Ce personnel qui, depuis des années, s'est investi afin de faire en sorte :

- D'améliorer les résultats du site tel que prôné par la direction.
- De contribuer à l'indépendance énergétique de la France.
- de permettre à EDF d'afficher des excellents résultats.
- de permettre aux actionnaires (et donc à l'actionnaire principal, l'État) de bénéficier de dividendes d'un niveau important.
- de permettre aux citoyens de bénéficier d'un prix de kWh le plus bas d'Europe.

Ces agents se voient remercier d'une manière inacceptable par l'actionnaire principal.

Cette situation est autant inacceptable, qu'exceptionnelle

et FO exige que le traitement social de cette fermeture soit aussi exceptionnel et sur tous les plans !

Aujourd'hui les agents sont extrêmement déçus aux vues des mesures d'accompagnement prévues à ce jour.

Pour FO la phase concertation-négociation n'a pas permis à ce jour, d'atteindre un niveau acceptable par le personnel. Cette phase doit donc se poursuivre avec comme seule contrainte celle d'un deal social exemplaire.

Il est de la responsabilité de l'Entreprise de permettre la mise en place de mesures qui répondent aux attentes des agents.

Il est de la responsabilité de l'état de les financer.

Sans entrer dans une liste précise de nos attentes, nous aimerions attirer votre attention, Monsieur le Président sur quelques points qui font l'objet d'attente forte.

La rémunération et la durée du Congé de Fin de Carrière, pour le CFC nous estimons qu'il doit être de 80 % de la rémunération et d'une durée possible de 5 ans.

Les compensations pour les pertes d'emplois et de rémunérations des conjoints. La référence à un SNB par mois est de toute évidence très loin des réalités.

La prime dite « passif spécial Fessenheim »

Pour FO, nous le répétons, à situations exceptionnelles, mesures exceptionnelles ! Que ce soit en termes de réponses aux interrogations légitimes des salariés sur leur avenir à court, moyen et long terme ou concernant les mesures d'accompagnement et d'indemnisation qui seront mises en œuvre.

L'impact de l'annonce de cette fermeture est déjà énorme pour les agents. Elle entraîne une augmentation sensible des risques psychosociaux depuis plusieurs mois, mais cette décision aura des répercussions conséquentes en termes de parcours professionnel, mais également au niveau familial.

Le Président LEVY, les membres du Conseil d'Administration d'EDF et du COMEX d'EDF SA doivent prendre conscience que des remerciements ne suffiront pas, qu'il faudra aller bien au-delà de ce qui a été fait par le passé pour les agents ainsi que pour leurs familles !